

Travaux de la Convention

Résolution

adoptée par le Conseil Central (Varsovie - juin 2003)

Réunie en Conseil Central à Varsovie le 6 juin 2003, la Ligue, après avoir pris connaissance des derniers travaux de la Convention et constaté:

- ◇ que les récents événements internationaux ont démontré que les états nationaux en Europe ont été incapables d'y répondre de manière adéquate;
- ◇ que cette crise a révélé une attente grandissante des citoyens pour une Europe unie et active dans le concert mondial;
- ◇ qu'un retour pur et simple au Traité de Nice constituerait une grave régression par rapport aux objectifs de la Convention;

demande

- ◇ que le document final de la Convention, un projet de Constitution, ne se contente pas d'être élaboré sur la base d'un compromis reposant sur le plus petit dénominateur commun, mais qu'il soit clair, cohérent, transparent, de manière à être bien compris par les citoyens, et qu'il propose une vision refondatrice de l'Europe;
- ◇ qu'il fixe des objectifs ambitieux pour une Europe élargie, mettant en valeur une communauté de destin et l'intérêt commun, un espace de paix, de sécurité et de solidarité, une expression enrichie de la diversité culturelle, une union économique et monétaire renforcée, une cohésion sociale, un cadre pour un développement durable, un processus résolument démocratique;
- ◇ que cette Constitution contribue à rapprocher l'Europe de ses citoyens;
- ◇ que son préambule fasse référence à la tradition et aux valeurs judéo-chrétiennes de l'Europe;

soutient ce qui dans le projet actuel est de nature à rencontrer ces objectifs et à renforcer les institutions de l'Union (en particulier la désignation d'un président de haute stature pour le Conseil européen ainsi qu'un ministre des Affaires étrangères, la mise en place d'une Commission efficace, dégagée des pesanteurs nationales, et collégialement gardienne de l'intérêt commun), ainsi que l'extension du vote à la majorité qualifiée;

insiste pour que l'élargissement ne se traduise pas par un accroissement des forces centrifuges, mais par un renforcement de la dynamique communautaire; dans ce contexte, la Ligue, consciente que le besoin d'Europe n'est pas le même pour tous et que certains responsables politiques ne sont pas encore prêts à accepter des abandons significatifs de souveraineté, rappelle sa prise de position du 12 mai 2003 sur la coopération renforcée;

demande à l'ensemble des pays européens de concilier leur souci de sécurité et leur désir d'affirmer leur souveraineté avec une meilleure prise en compte de la subsidiarité et des valeurs de solidarité à l'intérieur de l'Union ainsi que de la nécessité de progresser vers une intégration politique plus poussée et une union des peuples de plus en plus étroite.

- - - - -